Vol. IV - No 202

LE NUMERO 2 SOUS

162 ST-DENIS

L'AUTORITÉ

SAMEDI, 3 NOVEMBRE 1917

LE NUMERO 2 SOUS

Tél. Est 893

Abonnement:
Par malle . . . . $2.00 par année

GASTON MAILLET, directeur

REDDE CAESARI QUAE SUNT CAESARIS

GILBERT LARUE, rédacteur en chef

La situation politique

Les journaux les plus dévoués au nouveau ministère unioniste admettent que tout ne marche pas comme sur des roulettes pour la combinaison effectuée par sir Robert Borden. Le choix des candidats unionistes crée de la bisbille dans le cabinet, M. Rowell ayant eu l'idée d'exiger que des candidatures libérales soient en certaines circonscriptions appuyées officiellement par le cabinet. D'autre part, les conservateurs commencent à craindre que les soldats et les femmes parentes de soldats ne se rallient pas avec autant d'ensemble qu'ils l'avaient espéré à la conscription et à la coalition.

Voilà un développement dont auraient lieu de se réjouir les libéraux. Ils en pourraient en effet tirer un magnifique parti, s'ils n'avaient eux-mêmes leurs propres déboires.

L'"Autorité" est le seul organe libéral qui ait prévu la situation qui se présente aujourd'hui.

Avons-nous assez insisté pour que le parti n'attende pas la dernière heure pour préparer la revanche de 1911? Avons-nous assez demandé qu'on nous débarrasse des soi-disant chefs qui ont complètement perdu toute emprise sur le peuple, et qu'on mette à leur place pour conduire au combat l'armée libérale, des gens plus jeunes, pas encore fourbus au physique et au moral, et capables d'éveiller dans la masse populaire de nobles enthousiasmes? Avons-nous, avec assez de persistance, réclamé un programme?

Si le parti avait suivi les conseils de notre expérience, nous ne serions pas à l'heure présente dans une situation pire que le gouvernement tory, sur le point de rendre ses comptes.

Nous pouvons nous réjouir des difficultés que ce dernier trouve sur son chemin. Mais il n'est pas en notre pouvoir d'en faire profiter le parti.

Nous nous présentons devant le peuple les mains vides. Nous combattons la loi de conscription, mais sans fermeté, on pourrait dire sans la combattre. Le peuple ignore, en vérité, si, les libéraux revenant au pouvoir, cette loi qui répugne à notre province serait rappelée, ou si nous continuerions de l'appliquer.

Nous ne pouvons même nous vanter d'avoir provoqué cette élection, qui oblige nos gouvernants à s'incliner devant la souveraineté du peuple, puisque l'année dernière, et uniquement parce que nous avions nous-mêmes peur des électeurs, nous avons consenti à la prolongation du parlement au mépris de la Constitution. Pour cette faute commise l'année dernière, nous en serons réduits, au cours de la campagne qui commence, à ne faire le procès du gouvernement que sur ses actes des derniers douze mois. Sur tout ce qu'il a fait auparavant, nous avons en effet passé l'éponge lorsque, usurpant l'autorité du peuple, nous avons prolongé son mandat.

D'autre part, nous n'avons pas un sou pour entreprendre cette lutte, et les élections, comme disait feu Israel Tarte, ne se font pas avec des prières.

Sans programme et sans argent, si nous aboutissons à un succès, ce sera vraiment un prodige plus grand que la victoire de la Marne!

"L'AUTORITE."

Deux candidatures idéales

J.-E. Prévost. — S.-W. Jacobs

On a beaucoup parlé en ces derniers temps de l'isolement de la province de Québec et de l'effacement de son prestige.

Dans le prochain parlement, il pourrait advenir que la province de Québec se trouvât dans une position d'infériorité numérique. Mais l'influence et le prestige ne se mesurent pas toujours au nombre. Et nous estimons que le prestige de notre province et de notre race sera grandi au lieu d'être diminué si, dans cette élection, nous portons l'attention qui convient au choix des candidats et élisons des représentants dignes de l'emploi.

Nous voudrions voir, dans les soixante-cinq circonscriptions du Québec, des candidats aussi hautement recommandables à tous les points de vue que M. Jules-Edouard Prévost, dans Terrebonne, et M. S. W. Jacobs, dans la division Cartier de Montréal. Ces deux hommes, dont l'élection ne fait aucun doute, appartiennent à des races différentes; par leur personnelle valeur qui s'impose, ils feront cependant dans une égale mesure honneur à notre province.

Nous regrettons que M. Aimé Grothé ait eu l'idée de se mesurer avec M. Jacobs. M. Grothé est un jeune homme du plus grand mérite, et nous sommes convaincu que s'il sait attendre patiemment son tour, il finira par percer. Seulement, pour l'heure, il ferait mieux de se désister, de rester sur les victoires qu'il a contribué à remporter avec le 22e, au lieu d'aller ternir sa gloire en essuyant une défaite aux urnes.

Il n'y aurait pas de risque que notre province fût reléguée dans l'ombre, si ses soixante-cinq députés sont des hommes de premier ordre. Son prestige et son influence seront néanmoins nuls si elle n'élit qu'une bande de fantoches, comme le député de Sainte-Marie, par exemple.

Les intelligents électeurs de cette division ne consentiront-ils pas cette année à nous débarrasser de Médéric Martin, qui depuis qu'il siège à Ottawa nous rend ridicules aux yeux du pays? Que leur a donc fait ce clown pour qu'ils s'obstinent à le maintenir au pinacle? N'est-ce pas assez de l'avoir vu, d'une fenêtre de l'hôtel de ville, conseiller aux étudiants les manifestations bruyantes, et, d'une autre fenêtre, commander à la police de les assommer à coups de bâtons, pour faire comprendre aux électeurs de Sainte-Marie que leur député est maboul, et qu'il doivent à leur dignité d'en choisir un autre. Il n'est pas possible qu'il ne se trouve pas, dasn la circonscription, un industriel ou un professionnel important qui soit disposé à accepter leur mandat et qui soit capable de les représenter dignement.

Le changement s'impose, pour l'honneur de notre race et de notre province.

JEAN PICK.

L'affaire des abattoirs

La cour d'appel a cette semaine décidé que la Compagnie des Abattoirs doit obéir aux règlements comme tout le monde. Cela semble une vérité évidente; il a cependant fallu plaider longtemps pour la faire proclamer.

Ce point bien établi, va singulièrement simplifier le règlement du problème que posait à nos administrateurs municipaux le lent empoisonnement du quartier Delorimier par les émanations putrides non pas tant des abattoirs que du fondoir où la compagnie utilise industriellement les détritus de viandes qu'elle rachète des bouchers.

La compagnie s'est appliqué elle-même à prouver qu'il n'existe pas de méthode pour rendre cette industrie inoffensive au sein d'une ville populeuse. Il s'ensuit donc qu'il faut qu'elle déguerpisse, et qu'elle déguerpisse à ses frais.

Le jugement de la cour d'appel est décisif.

Si la ville était obligée de payer pour faire cesser les nuisances, le meilleur moyen de s'enrichir, pour tous les citoyens qui aspirent à la fortune, serait de s'ingénier à nuire à ses voisins.

Nous avons toujours été d'avis que la compagnie abusait de la naïveté de nos administrateurs lorsqu'elle réclamait de $600,000 à $1,000,000 pour déplacer le foyer d'infection qu'elle a délibérément créé. Notre opinion est consolidée par la décision des tribunaux.

Si la compagnie estime encore qu'elle a des droits quelconques, qu'elle les définisse au plus vite ouvertement, et qu'elle cesse de penser que nous paierons uniquement parce qu'elle fait mine de l'exiger.

JULES CRAPAUD.

An open letter to

The English-speaking citizens of Montreal

Gentlemen,

My series of open letters to the biggest English- speaking men of Montreal has brought me a number of questions, each of which is, in my estimation, entitled to an answer.

Before dealing with the questions put up to me, I wish to assure my correspondants that I appreciate very highly their interest in my campaign. To those who have written me and requested that their names be not published, I wish to state once for all, that no self-respecting publisher would give out the names of his informants without a specific authorization.

It was at the request of a few English friends that I inaugurated this weekly message in the shakespearian language, and I may confess it very candidly, when I started it, I had but a faint hope that my English-speaking fellow-citizens would take any interest in it. My aim was to stir up English opinion in municipal affairs; my appeals were directed at a few, but I may judge by my correspondence they reached many. It is why, today, I am addressing all of my English readers, instead of selecting out one of the biggest.

In anything that I do or say, I like to be straightforward. To those who have asked me where I was driving at with my English letters, I could answer: just for the love of you, my dear friend, but it would not be straight. I did it for the sake of public welfare. Even at the risk of hurting the feelings of my English friends, I must tell them that they do not show for example, enough interest in our civic affairs. Their excuse is that they are the minority and that it is impossible for them to secure a real control of the City Hall. It is not a good excuse; moreover, it is a bad excuse and an error. The English-speaking citizens of Montreal can control our civic administration, if they chose to. It is why I am repeatedly appealing to them.

It should never be forgotten that the English element of Montreal is holding the balance of power in municipal affairs. Whenever they like, they can be a solid unit and shift the weight of their influence to any of our factions and make it the powerful one.

The French majority of Montreal can afford to be divided; the English minority can not. Instead of preying on our divisions you should combine with what is considered the better element. As there are always two sides with the French majority, you should join the better side, and your support would give it the power.

Men should be dealt with as they are and not as they should be. Montreal is our pie, and very naturally, we expect the bigger slice of it. We do not deny you your share, but when you claim the bigger slice you do not get it and the whole pie goes to rot.

It is what happened at the last municipal elections. I hold that my English-speaking fellow-citizens are responsible for the shameful state of conditions in our civic government; it is why I insist on advising them, and if possible, on waking them up. They are responsible of the present condition of things because they have made possible the election of Mederic Martin who is playing havoc with our finances.

I hate to write such bare truths, but they have to be told and plain facts should be realized. An ounce of prevention is worth more than a pound of cure. When I tell my English readers such unpleasant things, I am thinking of the coming municipal elections. You may think that I am too harsh, but a friend in need is a friend indeed.

This leader of the Council, Larivière, can not even take care of a grocer shop; how could he take care of Concordia?

O'Connell can do some noise on the lacrosse grounds; but at the City-Hall, he is too bad a plumber to prevent the leakage from the municipal coffers!

Now, in federal politics, I have advocated the choice, as a representative of Montreal, of honorable Mr. Sévigny.

May my prayer be favorably heard! Montreal needs a sponsor at Ottawa, and who would pretend that this puppet, this clown, Médéric, does not bring shame upon the canadian metropolis?

Let us be a united Canadian people, not a mosaic of nations.

That is why I am appealing to the English citizens. Should they join the clean French-Canadians, we would have in Ottawa, Quebec and Montreal, progressive, honest, and impartial governments.

GASTON MAILLET.

Conscription ET prohibition

Que diront les braves "Québecquois" dans les tranchées?

Nous aimerions voir la binette de ces braves gens de Saint-Roch, Saint-Sauveur et Limoilou, qui ont voté la prohibition avec tant d'enthousiasme lorsqu'ils seront appelés sous les drapeaux.

Courront-ils aux tranchées avec le même entrain qu'ils couraient aux polls, le 4 octobre, pour voter en faveur de la prohibition, entraînés par l'éloquence du Père Lelièvre, et des abbés Valmore Lavergne et Maxime Fortin?

Le père Lelièvre est un Français dont nous aimerions à connaître le carnet militaire; les abbés Lavergne et Fortin feraient deux beaux soldats. Ils ont la prestance, ils ont le feu, ils ont l'entrain.

Cependant, nous craignons bien que pendant que ces braves Canayens de Saint-Roch, Saint-Sauveur et Limoilou pataugeront dans la boue jusqu'à la ceinture et recevront des marmites sur le ciboulet, nous craignons bien que le Père Lelièvre et ses deux compères restent les pieds sur les chenêts, peut-être même à boire un bon petit verre de vin rouge (Pourquoi pas? Dieu n'est-il pas le créateur du raisin?)

Ces braves Canayens de Saint-Roch, Saint-Sauveur et Limoilou auront la consolation, dans les tranchées de se remémorer les consolantes paroles du Père Lelièvre et des révérends MM. Lavergne et Fortin, au cours de la campagne prohibitionniste:

—La conscription, ça, c'est temporel, c'est pour vous... tandis que la prohibition, c'est spirituel, ça nous appartient. Allez aux tranchées, nous resterons ici à prier pour vous; mais si vous n'êtes pas prohibitionnistes, et que vous mourriez dans les tranchées, vous irez en enfer, tenez-vous le pour dit.

Bravo! St-Hyacinthe

Elle a eu raison d'élire comme maire un journaliste, M. Damien Bouchard

Puisqu'elle n'est malheureusement publiée—au désavantage de nos concitoyens — que le samedi, "L'Autorité" arrive un peu tard pour féliciter M. Damien Bouchard, député à la Législature, de son élévation au poste de maire de Saint-Hyacinthe.

Cependant, nous espérons que M. Bouchard agréra nos compliments tardifs comme ceux qui n'ont pas manqué de lui venir de tous les coins de la province de Québec où les gens se risquent à mettre un pied devant l'autre sans pour cela en référer à celui-ci ou celui-là.

Donc, à notre ami et confrère, Damien Bouchard, nous, de "L'Autorité", sommes heureux d'offrir nos félicitations les plus sincères, et, ce qui vaut autant, les plus méritées.

Halifax donne un profitable enseignement à Montréal

Voulez-vous que les bouges pullulent chez nous comme dans cette ville prohibitionniste?

Aux bons apôtres de découvrir les boucans

Alors que ces bons prohibitionnistes veulent imposer à toutes les villes de la province de Québec et notamment à Montréal, une doctrine aussi étrangère à nos moeurs que les coutumes chinoises ou japonaises, il est opportun de se demander quels bons effets ils pourraient obtenir s'ils réussissaient à imposer leurs vues.

Jetons donc un coup-d'oeil sur ce qui se passe dans les autres provinces. Ainsi nous aurons un critérium.

Halifax est une ville où autrefois une couple de douzaines de restaurateurs exerçaient honnêtement leur industrie en payant licence.

Aujourd'hui, la prohibition a supprimé les licences et les restaurants.

Si nous en référons au juge Lafontaine, au juge Lemieux, à John H. Roberts et à quatre ou cinq puritains de Toronto, Halifax devrait donc être une cité où la morale fleurit comme les lilas au printemps, où les infractions à la loi sont aussi inconnues que les bananes dans l'Ungova.

Or, il paraît, amis lecteurs, qu'il n'en est rien. Les journaux — ces bons journaux qui célèbrent avec tant d'entrain les victoires prohibitionnistes, tout en bourrant leurs colonnes de payantes annonces de scotchs et de whiskies — nous ont annoncé récemment (avec la réserve qui sied, bien entendu) qu'en Halifax existaient des centaines de débits clandestins, bourrés de petites dames qui, à part d'offrir des liqueurs variées, offraient aussi ... autre chose.

Bien entendu, les apôtres de la prohibition, ayant de telles horreurs, ont rougi jusqu'au blanc des yeux. Ils se sont rendus en corps auprès du chef de police d'Halifax, et lui ont demandé comment il se faisait que de telles horreurs se perpétrassent dans la nouvelle Jérusalem céleste.

—Vous n'avez qu'à me signaler les endroits, répondit l'émule de Vidocq, et mes sbires s'y rendront; vous comprenez que nous ne pouvons pas les trouver tous nous-mêmes, à moins de pénétrer dans toutes les maisons d'Halifax. Signalez-nous les maisons louches, et nous verrons à les fermer.

De sorte que ces bons apôtres devront entrer dans tous les bouges, l'un après l'autre, afin de les signaler aux autorités.

D'où il résulte qu'autant il est facile de contrôler des établissements licenciés, autant il est difficile, même de localiser, ce qu'en englais on appelle des "blind pigs."

Que si vous fermez un établissement licencié, vous ouvrez à côté dix débits clandestins, où la mauvaise boisson, mais encore où la jeunesse court risque de se perdre.

Que les autorités seraient de bonnes poires, elles de qui les revenus se trouvent diminués par la disparition des taxes, d'augmenter leur police pour en arriver à un aussi beau résultat tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel.

Nous, Montréalais, pour qui l'exemple d'Halifax n'est qu'un entre mille, demandons-nous s'il faut remplacer les trois cents bars actuels par trois mille boucans.

Car c'est à nous de répondre.

Sylvio PICAUD.

Biographie DE Rodolphe

Comme quoi il est démontré que c'est un grand bavard et un petit faiseur

La "Gazette publie une biographie bien amusante de M. Rodolphe Lemieux, qui n'a plus même droit au titre d'honorable, après avoir voulu être sir.

L'auteur de cet article, c'est facile à voir, veut se montrer sympathique envers M. Lemieux; mais tout de même il ne peut s'empêcher de dévoiler certaines faiblesses de ce gros Rodolphe.

Ainsi, il nous apprend que M. Lemieux, au sortir du collège, passait pour un radical, alors que nous savons tous, nous, qu'aucun mortel n'est plus conservateur, tout en restant libéral de nom, que M. Rodolphe Lemieux. A l'Université, M. Lemieux, parait-il n'avait en bouche que les discours de Louis-Joseph Papineau.

L'auteur de l'article en question nous relate les voyages diplomatiques de M.Lemieux au Japon et au Sud-Africain; il nous rappelle aussi que M. Lemieux ramena d'Angleterre les cendres du regretté Raymond Lafontaine; mais il oublie de nous remémorer qu'en cette circonstance, M. Lemieux, à bord d'un bâtiment de guerre, le "Dominion", ne cessait de répéter, en songeant aux munitions renfermées dans la sainte-barbe:

—Si ça sautait!... Si ça sautait!...

Ce que la "Gazette" oublie, par exemple, c'est de remonter aux origines de Rodolphe. Un journal d'ordinaire bien renseigné s'est chargé de la chose dans le temps, et nous verrons que Rodolphe est resté ce qu'il était alors, vantard mais peu belliqueux:—

Lorsque bébé Lemieux ouvrit pour la première fois les yeux à la lumière (il y a de cela quelque chose comme un demi-siècle),, ses parents se demandèrent quel nom ils donneraient, au baptême, à ce poupon joufflu qui esquissait déjà des gestes d'orateur de hustings et poussait des cris à déchirer le tympan:

—Appelons-le Mirabeau, disait une tante, car ma foi, ça va faire un grand parleur!...

—Mais lequel, repartit un oncle qui avait des lettres. Y avait Mirabeau Tonnerre et Mirabeau Tonneau...

Faute de pouvoir choisir, car si bébé Lemieux semblait déjà pas mal tonitruant, ses clameurs sonnaient en même temps fort creux, on se rejeta sur un autre nom. Comme ses parents étaient déjà très orgueilleux du poupon, ils cherchèrent parmi les souverains alors régnants lequel pouvait bien avoir une ressemblance, fût-elle vague, avec leur claironnante progéniture. Et l'on s'arrêta sur le portrait de François-Joseph d'Autriche.

—L'appeler Joseph, s'écria un fera! cousin, y pensez-vous. y pourrait pas monter sur les hustings quand y sera candidat sons qu'on y crie: "Ta g....., Zozef!"

L'oncle qui avait des lettres et un frottement d'histoire conseilla pompeusement:

—Appelons-le Rodolphe. C'est le fondateur de la dynastie des Hapsbourg, à laquelle appartient François-Joseph, à qui ce bébé ressemble, selon vous. De même, mon fieux aura un grand nom.

Ainsi fut fait...

Plus tard, lorsque Rodolphe — pas le fondateur de la dynastie des Hapsbourg, mais d'une autre dynastie qui devait devenir aussi encombrante — fit son apparition au collège, son air impérieux disait clairement à ses confrères:

—Otez-vous de d'la que j'm'y mette!

Malgré sa mine fendante, c'était un garçon fort prudent, ne grimpant jamais dans les arbres, de peur de dégringoler, ne passant jamais près d'une mare, crainte d'y choir, et appréhendant plus que tout ces coups de poing de collégiens qui font saigner le nez et bleuir l'oeil gauche ou l'oeil droit. C'était un garçon "safe" et il l'est resté depuis. Seulement, sa voix s'enflait chaque jour davantage, et ses maîtres disaient:

—Quel merveilleux trombonne il

De droles DE pédagogues

La Commission des écoles catholiques néglige les instituteurs pour se plonger dans les achats de terrains

La Commission des écoles catholiques trouve sans doute qu'il est plus avantageux, au point de vue pédagogique d'acheter des terrains que d'augmenter les salaires des professeurs.

C'est toujours, comme on dit outre-Manche, "the same old story."

Nos administrations municipales ont donné à nos commissions scolaires un exemple que celles-ci ont trop bien suivi.

De pédagogie on s'est moqué, dans nos commissions scolaires, comme de sa dernière chemise; et les membres actuels du bureau central de la Commission scolaire ont-ils l'intention de marcher sur les traces de ces fameux commissaires de Saint-Edouard, Saint-Stanislas, Saint Grégoire le Thaumaturge, grands partisans de transactions immobilières, mais piètres pédagogues?

On dit que la Commission scolaire telle que réorganisée est sortie d'une entente entre Mgr Bruchési et sir Lomer Gouin, qui en ont dressé la liste, moins M. Létourneau, l'élu du Conseil municipal.

Il est permis de se demander si les deux parrains seront bien satisfaits de leur filleule, dont le premier acte effectif est un achat de terrain.

D'autant plus que la transaction proposée serait absolument renversante si le terrain offert était payé le prix demandé — $76,000 — bien que Mgr Roy soit d'opinion que l'endroit choisi par la commission du district nord et proposé avec tant d'instance par M. Patenaude, membre de cette commission, ne coûtera pas un prix exorbitant.

Sans doute que Mgr Roy savait exactement ce qu'en demanderait son possesseur, l'abbé Morin, aux experts, puisque la Commission veut procéder par expropriation.

On chuchote en certains milieux que l'abbé Morin n'a payé ledit terrain que quelques milliers de dollars et qu'il l'a même offert à un agent d'immeubles pour moins de $25,000.

Ceux qui connaissent l'abbé Morin savent qu'il ne se constituera pas courtier d'immeubles, lui revêtu d'un caractère sacré, lorsqu'il s'agit surtout de l'instruction de nos enfants. Il mettra fin à la rumeur que des membres du clergé ont une tendance à s'approprier des terrains autour des églises pour les revendre à la Commission scolaire.

Bien qu'il lui ait coûté, paraît-il, moins que cela, l'abbé Morin disposerait-il de son terrain envers la Commission scolaire pour $10,000 que nous trouverons, avec Mgr Roy, que ce prix n'est pas exorbitant.

Au cas où l'abbé Morin demanderait plus, nous croyons que la Commission ferait bien de rompre les négociations et de se rallier à la proposition du commissaire Perreault, qui proposait qu'au lieu de fixer le site d'une école dans la partie la plus populeuse et la plus coûteuse de la paroisse, c'est-à-dire près de l'église, on choisit plutôt des lots vacants et moins dispendieux.

BIRIBI.

Mort de Mme S. Mayrand

Nous avons le regret d'apprendre la mort de Madame Denise Rousseau, épouse de Siméon Mayrand, née le 23 septembre 1852, décédée hier, le 1 novembre 1917 à l'âge de 65 ans 1 mois et 9 jours.

Les funérailles auront lieu, lundi le 5 novembre à 8 heures a.m.

Le convoi funèbre partira de sa résidence, 1079 Delorimier pour se rendre à l'église de l'Immaculée Conception et de là au cimetière de la Côte des Neignes, lieu de la sépulture.

Elle laisse pour déplorer sa perte, son époux, Siméon Mayrand, trois garçons, Georges, échevin et M.P.P., Joseph, employé civique et Honoré, étudiant en loi; deux filles, Mme Hector Hardy et Mlle Blanche.

A. M. Georges Mayrand et à sa famille, "L'Autorité" offre ses sincères condoléances.

Le complot ennemi

Bolo, Turmel & Cie

Le capitaine Bouchardon continue l'audition des témoins et envoie des commissions rogatoires

L'enquête de la Cour de Cassation

Hier, journée calme au Palais. A part la déposition de M. Léon Daudet—qui est loin d'être terminée—et celle de deux témoins entendus par M. Bouchardon, les instructions ouvertes contre Bolo, les époux Turmel et le *Bonnet Rouge* ont chômé—relativement.

M. Gilbert n'est venu au Palais que l'après-midi.

Mais aujourd'hui il pourrait y avoir du nouveau: M. Turmel a promis de parler, on le sait...

Voici comment les communiqués judiciaires officiels transmis par le Bureau de la presse dans la journée d'hier résument les actions en cours.

Midi:

Le rapporteur a entendu ce matin un témoin dans l'affaire du Bonnet Rouge. *Il recueille également la suite de la déposition de M. Léon Daudet.*

2 heures:

Le rapporteur a envoyé cet après-midi une commission rogatoire en Italie relative à l'affaire Bolo.

Il a entendu un témoin dans l'affaire du Bonnet Rouge *et a recueilli la suite de la longue déposition de M. Léon Daudet.*

UNE ASSIGNATION

Nous avons pubié avant-hier dans notre "Revue de presse" les attendus de l'assignation lancée par M. Charles Humbert à Bolo pacha, pour obtenir du tribunal de commerce l'annulation du contrat par lequel l'inculpé s'est rendu acquéreur de 1,100 actions du *Journal*.

C'est demain vendredi 12 octobre, à midi, que viendra cette affaire. Me Jacques Bonzon s'y présentera au nom de Bolo pacha.

Mais, devançant cette audience, l'inculpé a riposté hier à l'assignation du sénateur de la Meuse par une autre requête remise au président du tribunal civil et tendant à obtenir la nomination d'un séquestre pour les sommes et valeurs revendiquées par Bolo.

Voici, à titre de document, le texte de cette requête, qui a été présentée hier soir à M. le président Servin par Me Dallery, avoué:

A Monsieur le président du tribunal civil de la Seine.

M. Bolo pacha, 17, rue de Phalsbourg, actuellement à la prison de Fresnes, ayant Me Dallery pour avoué, a l'honneur de vous exposer:

Qu'au commencement de l'année 1916 l'exposant a confié à M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, directeur du Journal, *demeurant à Paris, 167, boulevard Malesherbes, une somme de plus de 6 millions de francs;*

Que, vu les circonstances actuelles qui vous seront exposées, il y a intérêt et nécessité à ce que cette somme ne reste pas entre les mains de M. Charles Humbert, qui, sous les offres apparentes de remboursement, ne cherche qu'à la conserver;

Qu'il y a la plus grande urgence à nommer un séquestre chargé de recevoir de M. Charles Humbert toutes sommes qu'il détient du fait de M. Bolo, à charge de les conserver et de les rendre à qui il appartiendra;

Pour quoi l'exposant demande qu'il vous plaise, monsieur le président, l'autoriser à assigner en référé par-devant vous, pour tels lieu, jour et heure qu'il vous plaira indiquer, M. Charles Humbert, pour y voir nommer telle personne qu'il vous plaira désigner séquestre de toutes sommes ou valeurs quelconques remises par Bolo pacha à M. Charles Humbert, avec pouvoir de les retirer des mains de ce dernier, d'en donner quittance, et à charge par ledit séquestre de les conserver et de les rendre à qui sera par justice ordonné;

Voir ordonner l'exécution provisoire de l'ordonnance à intervenir, nonobstant appel, sur minute et même avant enregistrement, vu l'urgence.

Sous toutes réserves et ce sera justice.

L. DALLERY.

Faisant droit à la requête qui venait de lui être présentée, M. le président Servin a rendu aussitôt l'ordonnance suivante:

Nous, président du tribunal civil de la Seine, vu la requête ci-dessus, autorisons l'exposant à assigner M. Charles Humbert en référé par-devant nous, en notre cabinet du Palais de Justice, pour le 11 octobre, à 4 heures de relevée, aux fins de la requête précité.

M. le président Servin a commis aussitôt Me Coupa, huissier, pour signifier sur-le-champ cette assignation à M. Charles Humbert.

C'est donc ce soir, à 6 heures, que M. le président Servin se prononcera au sujet de cette assignation.

LE CAS DE M. MONIER

C'est mardi prochain 16 octobre qu'à l'issue de l'audience de rentrée de la Cour suprême se réunira le conseil supérieur de la magistrature pour décider s'il y a lieu de "suivre" dans l'affaire des poursuites disciplinaires dirigées contre M. le premier président Monier.

Le conseil supérieur rendra son arrêt aussitôt après avoir entendu le rapport de M. le président de chambre Alphonse Bard.

Si le conseil décide qu'il n'y a pas lieu à "suivre", cela équivaudra, si l'on peut dire, à un non-lieu. L'affaire se trouvera alors immédiatement terminée.

Dans le cas contraire, le conseil confirmera M. Bard dans ses fonctions de rapporteur.

Dès lors, le président de la chambre criminelle de la Cour suprême intsruira l'affaire comme le ferait un magistrat instructeur, et, à la fin de cette instruction, M. Monier sera cité à comparaître en personne devant le conseil supérieur de la magistrature pour y donner ses explications.

Nous croyons savoir que M. Monier ne se ferait assister d'aucun avocat.

A SAINT-LAZARE

Mme Turmel est donc à Saint-Lazare depuis mardi soir.

Elle occupe une cellule voisine de celle qu'habita avant la guerre une inculpée de marque, Mme Steinhell.

Elle partage ce réduit disciplinaire avec une compagne, arrêtée pour vol dans les grands magasins.

Mais Mme Turmel semble assez indifférente aux conditions nouvelles de son incarcération. Elle est, du reste, relativement privilégiée puisqu'elle bénéficie du régime dit de la pistole, spécial à la prison de Saint-Lazare, et qui lui permet de faire venir ses repas de l'extérieur.

Avant-hier soir, Me Bonzon s'est rendu à la Sûreté et a appris à M. Turmel l'arrestation de sa femme.

Le maire de Loudéac a manifesté une visible émotion à cette nouvelle qui a semblé le préoccuper beaucoup.

D'autre part, à la suite de la double arrestation de M. et Mme Turmel, leurs filles ont quitté hier l'appartement de la rue Saint-Philibert, à Passy.

Des amis de la famille leur ont offert l'hospitalité provisoirement.

CHEZ Me JACQUES BONZON

Hier, Me Jacques Bonzon n'est pas sorti de chez lui.

Sans doute, le défenseur de Bolo et de M. et Mme Turmel, dont la tâche est écrasante, a-t-il passé sa journée à étudier le dossier du député des Côtes-du-Nord, qui sera interrogé aujourd'hui, on le sait, par M. Gilbert.

Mais à tout instant, la sonnette retentit: C'est un journaliste qui demande à être reçu. Bientôt ils sont plusieurs, réunis dans l'antichambre, qui attendent...

Enfin, une porte s'ouvre et Me Jacques Bonzon paraît:

—Messieurs, nous dit-il, si je sais pourquoi vous êtes ici, vous savez aussi que je ne peux pas satisfaire à votre désir. Il est de mon devoir de me taire...

"Et même, puisque les communiqués officiels judiciaires sont supprimés, en ce qui concerne tout au moins le parquet, j'ai décidé de supprimer à mon tour les communiqués de la défense que j'avais institués..."

Et comme on fait mine d'insister:

—Non, messieurs. Je dois me taire, je me tairai. N'attendez pas de moi que je parle.. Je suis lié par le plus strict de tous les secrets—le secret porfessionnel.

Et Me Bonzon, muet et énigmatique, retourne à ses dossiers.

Au sujet de l'interrogatoire de M. Turmel, on se rappelle qu'il a promis à diverses reprises, de "parler".

Parlera-t-il, au fait?...

Bien malin qui pourrait répondre.

WHITE HORSE SCOTCH
ESTAB 1742

Classification des hommes pour le service

Ottawa, Ont. —Seuls les hommes que les bureaux médicaux déclarent aptes, physiquement, pour le service d'outremer, sont compris dans les premiers contingents appelés sous les armes, d'après l'Acte du Service Militaire. Les examinateurs placent tous ces hommes dans la Catégorie A.

Les hommes dont la condition physique n'est pas parfaite sont classés dans les régiments des non-combattants, suivant leur capacité, soit au Canada ou en Europe, d'après leur état actuel. Ces hommes pourront plus tard être appelés et examinés de nouveau ou être appelés à faire du service dans les régiments non- combattants. Naturellement, ce qu'il faut immédiatement, ce sont des hommes aptes pour le service actif.

L'expérience a démontré que la condition physique des hommes varie beaucoup; c'est-à-dire un homme peut, dans l'espace de quelques semaines ou de quelques mois, s'améliorer considérablement. Parmi ceux que les bureaux médicaux ont récemment déclarés aptes au service militaire, avaient d'abord été renvoyés par les médecins lors de leur application pour l'enrôlement volontaire.

Fontenelle logeait chez lui un de ses neveux, M. D..., qui l'incommodait fort; il le gardait pour ne pas avoir l'embarras de s'en défaire. Ce neveu tomba malade très dangereusement; il ordonna qu'on en prit le plus grand soin.

Etant à dîner chez Mme Geoffrin, il envoya savoir de ses nouvelles.

—Il est beaucoup mieux, lui dit-on.

Il eut un léger soupir et d'un ton piteux il ajouta:

—Vous verrez qu'il en reviendra.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Congrégation des Juifs anglais, allemands et palonais de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session à l'effet d'obtenir une loi amendant la loi incorporant ladite congrégation (9-10 Geo. IV, chap. 75; 9 Viet. chap. 96, et amendements dans le but d'apporter certains changements dans le nom de la présente Congrégation; de lui permettre de posséder des propriétés dans les limites de Montréal et acquérir et détenir des terrains pour un cimetière; et pour toutes autres fins.

Montréal, 30 octobre 1917.

Jacobs, Couture & Fitch,
Avocats de la Congrégation des Juifs anglais, allemands et polonais.

Cartes professionnelles

DESSAULLES & GARNEAU
AVOCATS
86, RUE NOTRE-DAME OUEST
Tél. Main 4116

Perron, Taschereau, Rinfret, Vallée & Genest
Avocats
11 PLACE D'ARMES Tél. Main 5260.

Déménagement de Pianos et de Meubles
Emmagasinage à l'épreuve du feu
Empaqueteurs et Expéditeurs
J. B. Baillargeon
Express Limited
329 ONTARIO EST. Tél. Est 6100

RODOLPHE FORGET
Courtier et Banquier
33 rue NOTRE-DAME OUEST
Tél. Main 7151

ARTHUR ECREMENT
Notaire
99 rue ST-JACQUES
Tél. Main 4306

GEORGES MAYRAND, M.PP
Notaire
Edifice Versailles,
96 rue ST-JACQUES
Tél. Main 1223 Résidence St-Louis 2121
Tél. Main 2784.

Bell Tél. Main 4165
H. BEAUREGARD
Entrepreneur Général
Chambre 920; Edifice Power
Montréal

Pour distribution et collection de journaux, revues, etc., etc., à prix modérés adressez-vous à
H. GAGNON. 245 rue Hogan

RODOLPHE BÉDARD
EXPERT-COMPTABLE
Membre de l'Institut des Comptables
137, RUE McGILL—Téléphone Main 8787
Comptabilités, Expertises, Vérifications
Gérance de successions
Liquidations et partages, arbitrages
Consultations juridiques en matière commerciale

FORTIER, BEAUVAIS & CIE
Courtiers
Membres de la Bourse de Montréal
90 rue ST-FRS-XAVIER
Tél. Main 424.

BEAUBIEN & LAMARCHE
C. P. Beaubien, J. A. Lamarche
Avocats
Edifice du Royal Trust
107 rue ST-JACQUES Tél. Main 2226

RAINVILLE & GAGNON
..vocats
160 rue ST-JACQUES
Tél. Main 2784 MONTREAL

FONTAINE & LABELLE
Avocats
Edifice La Presse
31 rue ST-JACQUES. Tél. Main 977.

Théâtre National Français

Le Théâtre National Français annonce pour la semaine du 5 novembre la première représentation de "La Fille de Madame Angot", opérette en trois actes de Lecocq.

Tous ceux qui ont entendu cette charmante opérette, il y a quelques années seront heureux de la revoir à l'affiche du Théâtre National car c'est certainement une des opérettes qui soit des plus populaires et qui est toujours revue avec le plus grand plaisir même par ceux qui se sont divertis plusieurs fois en la voyant.

Il est inutile de rappeler le sujet du livret; il est de la plus grande gaieté et l'esprit y a été à profusion. L'auteur a voulu tout en y mettant l'intérêt le plus complet pour le sujet permettre au metteur en scène de pouvoir réaliser un spectacle aussi attrayant pour les yeux qu'à entendre et nous pouvons assurer que "La Fille de Madame Angot" sera montée d'une façon très luxueuse au Théâtre National Français.

Comme on pourra en juger par la distribution, l'interprétation sera tout à fait bien; Madame Jeanne Maubourg y remplira le rôle de Mademoiselle Lange; ce rôle lui siéra à merveille; elle aura l'occasion d'y faire apprécier non seulement sa jolie voix mais aussi ses excellentes qualités de comédienne; elle va certes y remporter un gros succès. Madame Rivière dans le rôle de Clairette trouvera un rôle tout à fait adapté pour elle; le résultat de la distribution a été entouré des mêmes soins.

Monsieur Roberval, le sympathique régisseur de la maison, a voulu que la pièce soit jouée dans toute son originalité; ce qui n'avait jamais été fait à Montréal car les circonstances avaient toujours exigé certaines coupures, soit dans la musique, soit dans la mise en scène; la semaine prochaine, "La Fille de Madame Angot", sera jouée comme elle l'a été à la création et cela va certes ajouter beaucoup de curiosité au charme et au plaisir qu'on aura de revoir cette opérette si populaire.

Semaine du 12 novembre, "La Mascotte", opérette en 3 actes de Audran.

Semaine du 19 novembre, "La Belle de New-York", opérette à grand spectacle.

Gayety

Il suffit de mettre à l'affiche du Gayety pour la semaine prochaine Bostonian Burlesquers pour qu'il y ait salle comble.

La comédie est d'un humour peu ordinaire et sera très intéressante. Ce n'est pas seulement que du comique qu'on y servira la semaine prochaine, c'est du burlesque et une série de scènes bouffonnes qui feront rire aux éclats.

Il y aura aussi des farces spirituelles et de bons jeux de mots.

Il y aura beaucoup de vaudeville la semaine prochaine. Ainsi on appréciera des célèbres danseurs et chanteurs.

Les décors seront splendides et la musique très belle.

CANADA

Le 10 novembre

Dernier jour pour s'enroler ou demander l'exemption.



Il ne reste qu'une seule semaine aux hommes de la classe 1 pour répondre à l'appel de la loi du service militaire. Afin que chacun puisse bien comprendre et remplir ses obligations les questions suivantes sont énoncées, avec les réponses qu'elles comportent:

Qui est dans la classe 1?

Tous sujets britanniques mâles domiciliés au Canada, demeurant habituellement, ou ayant séjourné même temporairement dans le pays depuis le 4 août 1914, ayant atteint l'âge de 20 ans, dont la naissance n'est pas antérieure à l'année 1883 et étant au 6 juillet célibataires ou veufs, mais sans enfants, etc.

Exemptions.

"1. Hommes incorporés dans Nos armées régulières, ou de réserve, ou auxiliaires, selon les termes de la loi sur l'armée.
"2. Hommes incorporés dans nos armées mobilisées par les Gouvernements de l'une ou de l'autre de Nos autres possessions ou par le gouvernement de l'Inde.
"3. Hommes servant dans Notre marine Royale ou dans Notre Royale Infanterie de marine ou dans Notre Service Naval du Canada, et les hommes de Nos troupes expéditionnaires du Canada.
"4. Hommes honorablement licenciés après avoir, depuis le 4 août 1914, servi dans Nos armées ou Notre marine ou dans celles de Nos alliés sur n'importe quel théâtre réel de la guerre.
"5. Le clergé, y compris les membres de tout ordre reconnu comme ayant un caractère exclusivement religieux et les ministres de tous les cultes pratiqués au Canada à la date de l'adoption de notre loi du service militaire.
"6. Les personnes exemptées du service militaire par l'arrêté du Conseil du 13 août 1873 et par l'arrêté du Conseil du 6 décembre 1898.

Comment répondre à l'appel?

Les hommes ne désirant pas demander l'exemption peuvent prendre le service, soit par une démarche personnelle, soit par une communication postale à cet effet.
Des formulaires pour cet objet sont disponibles dans tous les bureaux de postes et seront envoyés à destination en franchise postale.

Que faire ensuite?

Après s'être ainsi enrôlés, les hommes en cause seront avertis par lettre recommandée de tout ce qui, dès lors, peut être attendu d'eux.—Ils ne seront astreints, ni à se rendre à l'appel, ni à prendre du service actif avant le 10e jour de décembre 1917.

Comment demander l'exemption?

Une demande d'exemption peut être formulée par tout homme dans la classe 1 ou, en sa faveur, par son patron, associé en affaires ou proche parent; mais il est désirable que nul ne soit l'objet de plus d'une demande.
Des formulaires pour demander l'exemption sont disponibles dans tout bureau des postes et seront transmis en franchise postale par le maitre des postes ou préposé de l'enregistrement.

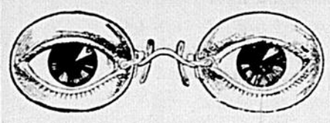
Pour quelles causes peut être accordée l'exemption?

(a) S'il est désirable dans l'intérêt national qu'au lieu de servir militairement l'homme en cause continue à faire son travail habituel.
(b) S'il est désirable dans l'intérêt national qu'au lieu de servir militairement, l'homme en cause soit chargé de quelque travail pour lequel il a de la préférence et un savoir-faire particulier.
(c) S'il est désirable dans l'intérêt national qu'au lieu de servir militairement l'homme en cause continue à apprendre ou à s'exercer en vue d'un travail pour lequel il est en train d'apprendre ou de s'exercer;
(d) Si l'enrôlement de l'homme en cause devait entrainer un préjudice sérieux, à raison de ses obligations d'affaires, ou d'ordre financier, ou de famille;
(e) Si l'homme en cause est infirme ou en mauvais état de santé;
(h) Si l'homme en cause a des scrupules s'opposant à ce qu'il prenne un service de combat, et s'il lui est défendu de le faire par les dogmes ou articles de foi en vigueur au 6 juillet 1917, de tout culte organisé et bien reconnu au Canada à la même date, étant donné que l'intéressé est un adepte de ce culte.
(g) Si l'homme en cause doit être exempté parce que le suffrage lui est refusé en vertu de la loi électorale en vigueur durant la guerre.

QUEL EST LE DERNIER JOUR POUR S'ENROLER OU DEMANDER L'EXEMPTION

LE 10 NOVEMBRE 1917

Emis par le Conseil du Service Militaire.

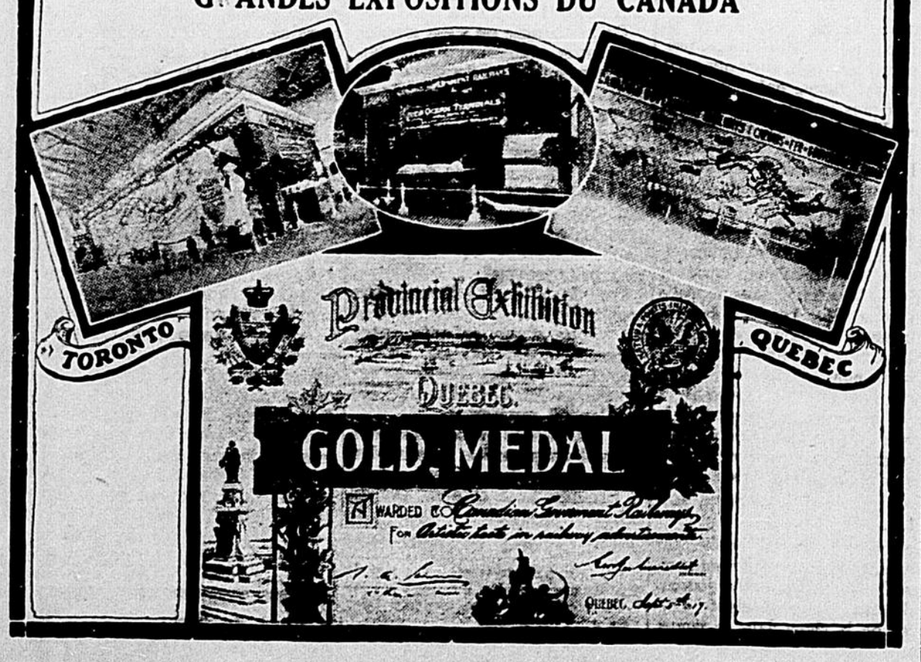


Une bonne vue est une richesseincalculable, et le bon moyen de la conserver est de consulter

J. A. LANGLOIS

Spécialiste de la vue. Opticien et optométriste
Gradué de la Province de Québec et de l'Etat de New-York
Examen scientifique de la vue avec instruments modernes
58, Rue St-Jacques, MONTREAL
en face de l'édifice de la "Presse"
Tél. Main 686. Verres remplacés.

LES CHEMINS DE FER DU GOUVERNEMENT
AU PREMIER PLAN AUX
GRANDES EXPOSITIONS DU CANADA



A l'exposition Nationale du Canada, à Toronto, il y eut 920,000 admissions et 175,000 à Québec. La plupart des visiteurs ont manifesté le plus vif intérêt dans les différents exhibits des Chemins de Fer du Gouvernement Canadien, et l'on doit tout naturellement espérer que ces nombreux visiteurs leur accorderont de plus en plus leur patronage.

A Toronto, on avait dressé une immense carte du Canada, soixante pieds de longueur par quinze pieds de hauteur, indiquant le trajet de Winnipeg jusqu'à l'Atlantique. La voie des Chemins de fer du Gouvernement Canadien était marquée par des globes rouges éclairés à l'électricité, pour démontrer la route des principaux trains en mouvement, on faisait fonctionner une ombre mobile au moyen d'un appareil électrique des plus ingénieux. Par exemple, à partir de Winnipeg, l'enseigne lumineuse projetait les mots "National Atlantic" et, immédiatement, l'ombre commençait sa course vers Québec; la correspondance se faisait à Cochrane avec la ligne de Toronto, et les noms des principales stations étaient aussi projetés. Près de Québec, une autre projection annonçait que "l'Océan Limité" venait de quitter Montréal. Les deux lignes correspondaient à Québec; "l'Océan Limité" continuait sa route par les rives du Saint-Laurent jusqu'à Moncton, Halifax et les deux Sydney. Au voyage de retour, les mêmes projections lumineuses étaient répétées.

Sur la carte, une annonce indiquait que 500,000 de nos jeunes soldats avaient voyagé sur cette route sans le moindre accident: fait dont peut être fière n'importe quelle compagnie de transport. En effet, une statue immense de Jack Canuck symbolisait combien il était flatté que son chemin de fer eût accompli un tel record.

On avait aussi construit un modèle illuminé de la nouvelle gare Union qui sera construite plus tard en rapport avec les immenses termini actuellement en construction à Halifax. On y avait aussi ajouté plusieurs peintures à l'huile, qui représentaient les termini complètement finis.

A Québec, les exhibits étaient presque semblables à ceux de Toronto; aussi, les directeurs de l'Exposition en ont été tellement enchantés, qu'ils ont décerné une médaille d'or au Gouvernement pour le goût artistique de ses exhibits des Chemins de Fer de l'Etat.

Aux deux Expositions, on a distribué un grand nombre de pamphlets sur les chemins de fer.

BAISSE DANS LE PRIX DU SUCRE!

Le "Atlantic Sugar Refineries" est le premier à Réduire le Prix du Sucre

UNE annonce officielle publiée aujourd'hui se lit comme suit: Dans notre opinion le prix du sucre, aux Etats-Unis et au Canada, diminuera graduellement pendant les trois mois qui vont suivre, et, conformément à cette opinion, cette compagnie a diminué aujourd'nui le prix de ses sucres "LANTIC" de toute qualité à 10c par 100 livres.
En suivant le marché pendant toute l'année 1917, cette compagnie a toujours été bien inspirée dans ses avis

Pas de Menace de Famine de Sucre

Notre raffinerie a été en activité régulière pendant toute l'année, et, quoique nous n'ayons pas pour le moment de grandes réserves de sucre à distribuer, nous avons l'intention de maintenir continuellement notre raffinerie en activité et de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faire face aux demandes du public.

Nous sommes d'avis que nous avons commandé assez de matière brute pour rencontrer les besoins normaux du public canadien, si les spéculateurs et les accapareurs sont éliminés jusqu'à la nouvelle récolte de sucre.

D'autres réductions, dans le prix du sucre, seront faites par nous de temps en temps suivant les circonstances.

ATLANTIC SUGAR REFINERIES
LIMITED
MONTREAL, P.Q. ST-JEAN, N.B.

PASSE-TEMPS

SAMEDI — DIMANCHE

La brillante série

"MOTH"

Avec NORMA TALMADGE comme principale interprète

LUNDI, MARDI, MERCREDI

"Le Tourment de la Vie"

ETHEL BERRYMORE dans le principal rôle

PARC SOHMER

Ouvert tous les dimanches à 3 et 8 hrs p.m.

ATTRACTIONS ET LA BANDE DU PARC

Admission 10 cts.

GAYETY

Semaine du 5 novembre

Bostonian Burlesquers

Prix populaires à la maison populaire

THEATRE FAMILY

Elz. Daoust, gérant. Tél. Victoria 1640

Semaine prochaine

LA REVUE

Baptiste en Balloon

par Julien DAOUST

Mme Laviolette "La Commère," M. Léo "Baptiste," Mme Lussier, MM. Darcy, Dubuisson, Germain, etc.

Dimanche Grande représentation de vues et de chant.

MARJORIE RAMBEAU
CHARLEY CHAPLIN
15,000 PIEDS DE VUES 15,000
MME ALMA, Soprano — M. Alex. DESMARTEAU, Ténor

National Francais

Semaine du 5 novembre

Pour la première fois à Montréal

"La fille de Madame Angot"

Opérette en 3 actes de Lecocq

Toute la troupe en scène

Mat: Mardi, Mer., Jeudi, et Samedi

Théâtre Canadien-Français

Représentations de

L'Alliance Artistique

Semaine du 5 novembre

"La Préférée"

Pièce en 3 actes par M. Lucien Descaves



Théâtre Canadien-Français

M. Charlier, haut fonctionnaire de 52 ans, vit parfaitement heureux entre sa femme Thérèse, bonne, dévouée, un peu mélancolique, et ses deux filles, Isabelle et Cécile. Isabelle qui a vingt ans est fiancée. La cadette eut une première enfance si maladive, cause de si vives inquiétudes à ses parents, qu'on la surnomme Souci; mais c'est aujourd'hui une grande fille de dix sept ans, à la fois espiègle et pleine de coeur adorant son père, surtout adorée de lui. Et soudain, le bonheur de ces braves gens s'effondre sur le coup d'une révélation scandaleuse.

Une dame Girod vient apporter à Charlier deux lettres qui établissent de façon irréfutable que dix huit années auparavant la pauvre Thérèse faute, que Souci en fut le résultat, et eut une heure de vertige, commit une que par conséquent elle n'est pas la fille de Charlier.

Le malheureux, dans un premier accès de colère, accable sa femme de reproches, puis, désespéré, quitte le domicile conjugal. Ils divorceront. En attendant sous prétexte de voyage, de villédiature, ils vivent séparés. Isabelle avec son père, Soutristes profondément. Thérèse souffri avec Mme Charlier. Et tous sont fre du mal qu'elle cause à tous les siens; Isabelle qu'un hasard a instruite des évènements et qui est un peu personnelle, pense surtout que son mariage va manquer; Souci à laquelle on a fait accroire qu'une question d'intérêt cause la mésintelligence de ses parents, se désole de ne plus voir son père; et Charlier, lui, constate avec désespoir qu'il ne pourra jamais se passer de Souci, sa préférée.

Après tout n'est-on père que de ceux que l'on a vraiment engendrés? Quand on a veillé, pleuré près d'un berceau, quand on a élevé un enfant, quand on l'a formé à son image, tout cela ne crie-t-il pas une autre paternité, aussi douce, aussi forte que l'autre?...

Eclairé par les bons conseils de l'avoué Monestier, ému par les confidences de Santonnet, l'excellent parrain de Souci, qui a essayé du divorce, et n'y a point trouvé le bonheur, succombant surtout aux assauts de tendresse que lui livre sa préférée, Charlier finit par accorder le pardon à Thérèse. Ces époux ne se sépareront pas.

Cette comédie sentimentale fait vivre aux spectateurs les angoisses d'un délicat problème: il l'émeut; il contient de délicieuses trouvailles, et des mots vrais, il présente une situation neuve et réunit ainsi un très remarquable ensemble de belles qualités dramatiques.

La distribution de cette pièce est confié à Mesdames Dione, Demons, Robert, Devoyod, Berthy, et à MM. Scheler, Filion, Gury, Girardin, Pelletier, Coutlée, etc.,

La mise en scène sera une fidèle reproduction de celle de la création au théâtre de l'Odéon de Paris.

La mesure de guerre est efficace

Ottawa, Ont. —Un avis vient d'être publié ici pour rappeler que ceux qui se rendront coupables de langage séditeux, seront passibles d'une amende de $5.00 ou d'un terme de cinq ans de pénitencier, ou les deux, suivant l'Acte du Service Militaire. C'est en vertu de cette loi qu'un aubain, après avoir subi un procès à Toronto, a été récemment condamné à deux ans au pénitencier de Kingston.

Les nations en guerre ont besoin d'actes de ce genre pour protéger le pays contre le règne de terreur qui résulte ordinairement de la propagande ouverte de sédition. Le Canada est protégé contre de tels désordres, au moyen de lois très efficaces et nos chefs sont déterminés à les mettre en vigueur sans aucune équivoque, si l'occasion s'en présente.

comm.



Théâtre Passe-Temps

La brillante série continue avec la grande production de Selznick intitulé MOTH, tiré de la fameuse pièce qui a été jouée deux années consécutives à New-York. Cette pièce qui est actuellement à l'affiche du Passe Temps a pour principale interprète Norma Talmadge qui passe et avec raison pour la plus grande artiste du genre au firmament cinématographique. Cette pièce est de toute beauté et D'UN intérêt qui empoigne. Les scènes dramatiques se succèdent aux scènes sentimentales avec un art parfait. Ce film est remarquable à tous les points de vue et des spectateurs voient défiler devant eux une tranche de la vie intense, réelle, et cruelle parfois. Et ces sept parties sont une suite de tableaux vivant dans lesquels nentre aucun "remplissage". Le programme se termine par des comédies et autres vues très intéressantes.

Lundi, Mardi, Mercredi: "Le Tourment de la Vie" production METRO dans laquelle la grande Vedette, Ethel Barrymore de la scène remporte un triomphe éclatant. D'après la critique ce film est d'une haute portée sociale et psycholofique.

La Diction Française

De tous les cours qui se donnent sous les auspices de la Société Saint-Jean- Baptiste, il est malaisé de dire lequel est le plus utile. Chacun répond en effet à des besoins manifestes de notre population. Mais qui peut se dispenser d'apprendre à mieux parler? Lart de diction ne consiste pas simplement à apprendre la récitation de quelques pièces de vers; elle a une portée beaucoup plus considérable. Cest l'étude de tous les moyens par lesquels on communique sa pensée et ses sentiments aux autres Grâce à cette étude les qualités naturelles de chacun se développent, sa personalité grandit et, en un mot, il devient capable d'exprimer ses pensées d'une manière vraie, dans un langage correct, d'une voix agréable, avec un maintien à la fois modeste et gracieux.

Non seulement il faut parler notre langue et en populariser l'usage, mais il faut la bien parler, cela s'impose. La Société Saint-Jean-Baptiste a confié à Mlle Idola Saint-Jean, élève du grand Coquelin, la direction de cet enseignement. Comme le cours de diction doit être suivi par la jeunesse écolière aussi bien que les demoiselles et les mamans, il se donne à divers endroits de la ville, à des heures commodes:

Monument National, le jeudi après-midi, à 4.15 heures.

Ecole Baril, 169, rue Joliette, Hochelaga.

Cercle Paroissial, 60, boulevard Saint-Joseph est.

Collège Saint-Henri, 1969, rue Saint-Jacques.

Chaque jour à 8 heures du soir.

Théâtre Family

La semaine prochaine une grande revue par M. Julien Daoust sera jouée au Théâtre Family "Baptiste en Ballon" en est le titre. La distribution de la pièce est parfaite et tout fait prévoir une semaine de grand succès pour la troupe du magnifique théâtre de l'ouest. La Commère de la revue sera Mme Laviolette, "Sir Wilfrid Laurier" M. Julien Daoust. "Baptiste" a été confié à M Léo et Fritz, Von Tripistzhunzolleen à M Darcy "Santa Claus" sera joué par M. Dubuisson et M. Germain chantera plusieurs chansons de la revue. MM. Edmond Daoust, Wilfrid Lefrançois et Levrion complètent avec talent la distribution côté des hommes. Les rôles féminins seront remplis avec grâce et élégance par Mesdames Lussier, d'Albert, Darclès, Duval et Lebrun

De magnifiques décors nous feront admirer les tableaux de "La Moisson," "l'Aéroplane", "La Marine", "les Sports", la "Cour du Recorder", "Le Réveillon de Noël," etc., etc.

La musique de "Baptiste en Ballon" est aussi gaie qu'entraînante, les costumes des mieux réussis et tout fait que cette revue sera l'un des succès de la saison. Il ne faut pas oublier que les représentations du dimanche sont aussi ce qu'il y a de mieux.

"L'Autorité" est administrée par la Cie l'Autorité Ltée, Bureau: 162 rue St-Denis. Téléphone Est 893. La Compagnie d'Imprimerie Godin Limitée, 41 rue Bonsecours coin rue Champ de Mars, en est l'imprimeur.

Nouvelles des chemins de fer

Les chemins de fer du gouvernement canadien annoncent que, à partir de lundi, le 22 octobre, il y aura changement dans le service de bateau entre le quai de la Rivière-Ouelle et les endroits de la Malbaie. Le C. G. S. "Champlain" quittera la Malbaie à 7 h. 30 a. m. tous les jours, sauf le dimanche, arrivant en même temps que le train d'embranchement du quai de la Rivière-Ouelle et l'Express Maritime, train No 3 à Rivière-Ouelle Jct pour Montréal, arrivant ici à 7 h. 20 p. m.

A destination de l'est, les passagers pour la Malbaie prendront le train à Lévis, à 8 h. 20 a. m., tous les jours, excepté le dimanche, sur l'express No 32, arrivant à la Malbaie par le C. G. S. "Champlain" à 1 h. 30 p. m.

AVIS

"LALONDE, LIMITED"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 octobre 1917, constituant en corporation MM. Harris Weststein, comptable, et Samuel-Abraham Mendelssohn, courtier, tous deux de la cité de Westmount; Isaac Podolsky, Jacob Singer, et Napoléon Lalonde, tous trois marchands de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous toutes ses formes, et particulièrement acheter, vendre, fabriquer, et faire négoce en gros et au détail des marchandises, objets, articles, meubles et effets de toutes sortes, et spécialement des vêtements de toutes descriptions, des patrons, soies, satins, cotonnades, tissus, et des autres articles appropriés à aucun des précités, exercer aussi le commerce de tailleurs, habilleurs et drapiers;

Exercer aucun autre commerce, soit de fabrication ou autre, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé conjointement avec le sien, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables;

Accomplir tous les objets susdits, ou aucun d'iceux, comme principaux ou agents, en société ou conjointement avec aucune personne, société, association ou compagnie;

Assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, soit mobilière, soit immobilière, et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la corporation, et émettre des parts acquittées et non-sujettes à appel, des obligations et des débentures en paiement partiel ou intégral de ces acquisitions;

Faire aucune convention ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association, organisée ou à être organisée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce ou genre d'affaires nécessaire ou se rattachant à l'accomplissement des objets de la présente corporation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Lalonde Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
H. WESTEIN,
procureur des requérants.

AVIS

"THE MONTREAL DRESS MANUFACTURING COMPANY, LIMITED"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 octobre 1917 constituant en corporation MM. Harris Weststein, comptable, Samuel Abraham Mendelssohn, courtier, tous deux de la cité de Westmount; Harry Schwarts, Moses Abrams et Samuel Weigensberg, tailleurs, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et le négoce de fabricants et marchands d'accoutrements de toute nature et description pour dames et enfants; faire le commerce de marchandises sèches, des soies, satins, garnitures, cotonnades, et tissus généralement; et exercer le commerce de tailleurs, habilleurs et drapiers;

Exercer aucun autre commerce, soit de fabrication ou autre, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en même temps que le sien, ou propre directement ou indirectement à accroitre la valeur des biens et droits de la corporation ou les rendre profitables;

Accomplir aucun des objets précités comme principaux ou agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, société, association ou compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, mobilière ou immobilière, et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation; et émettre des actions libérées et non-sujettes à appel, des obligations ou des débentures en paiement de ces acquisitions;

Conclure aucune convention ou aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les concessions réciproques, ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association, constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point dexercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun négoce ou genre d'affaires nécessaire ou se rattachant à l'accomplissement des objets de la présente corporation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The Montreal Dress Manufacturing Company Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD,
H. WETSTEIN,
procureur des requérants.

AVIS

"THOS WEBSTER, LIMITED"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour d'octobre 1917, constituant en corporation MM. Thomas Wiley Webster, maître-plombier; Charles Currie Webster, plombier; Delle Ida May Webster, fille majeure et William Hill Johnson, manufacturier; tous de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, et Lorne Robert Webster, plombier, des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour le posage et le plombage des tuyaux, des appareils à eau chaude, au gaz et à la vapeur, l'industrie du fer galvanisé, la métallurgie du cuivre, le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction;

Exercer l'industrie et le commerce des matériaux et fournitures nécessaires dans ladite industrie, faire commerce comme marchands des accessoires de plomberie et de ferronnerie générale;

Acquérir par achat, échange ou autrement des biens-fonds pour les fins de la compagnie, y construire des édifices, les vendre et en disposer;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'industrie de plomberie qu'exerce actuellement dans les cités de Montréal et de Lachine, Thomas Wiley Webster, son achalandage et son actif, en assumer le passif, et les payer en actions du capital de la compagnie, émises comme entièrement libérées et non-sujettes à appel;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'achalandage et assumer le passif d'aucune personne ou compagnie, organiser d'autres corporations pour exercer, en tout ou en partie, aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Exercer aucune autre industrie, de fabrication ou autre, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en même temps avec son commerce, ou propre à profiter à la corporation directement ou indirectement, à accroître la valeur de ses biens, droits ou affaires ou à les rendre profitables;

Emettre tout ou partie du capital de la compagnie, comme pleinement acquitté et non-sujet à appel en paiement intégral ou partiel d'aucuns droits, de l'achalandage, de la propriété ou des autres biens que la compagnie pourra acquérir des services d'aucune espèce qui pourront être rendus, ou pour aucune autre considération que les directeurs jugeront convenable et à l'avantage de la corporation;

De temps à autre, faire un ou plusieurs des actes et choses spécifiés aux présentes, avoir l'exercice et la jouissance de tous ces droits et privilèges, et faire tous des autres actes et choses qui se rattachent et tendent à la réalisation des objets précités, ou d'aucun d'iceux, exercer aussi aucune industrie qui se rapporte aux fins et objets susmentionnés, sous le nom de "Thos. Webster, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province.
C.-J. SIMARD.
RONZO H. CLERK, notaire,
Procureur des requérants.

AVIS

"THE WING ON CLUB"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux octobre 1917, constituant en corporation MM. Woo Yuen, George Rivers, Lee Lee Ying Sue, Chin Jung Aun, et Lee Far Sing, marchands, de Montréal, pour les fins suivantes:

S'adonner à la solution et à l'étude des problèmes politiques, sociaux et économiques d'actualité au moyens de conférences, écrits, débats, accorder et donner aux membres des récréations et amusements de toutes espèces et tous les autres privilèges dont jouit habituellement un club social; tenir aussi un buffet, une salle à diner, une salle de billards et de pool, des allées de quilles, entretenir et conduire tous autres jeux susceptibles d'intéresser et distraire les membres, le tout pour l'avantage des sociétaires de la dite association; aussi le droit d'être licencié pour vendre des boissons enivrantes à ses membres dans la maison de club de la dite association, conformément à la loi des licences de la province de Québec, sous le nom de "The Wing On Club", avec un capital de cinq mille piastres ($5,000.00), divisé en cent (100) parts de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'octobre 1917.

Le sous-secrétaire de la province.
C.-J. SIMARD.
BERCOVITCH, LAFONTAINE & GORDON,
Avocats des requérants.

Le Canada tout entier est votre Garantie

LE TRAIT essentiel de tout placement financier est la garantie offerte, c'est-à-dire la capacité de l'emprunteur de pouvoir rembourser le principal et payer les intérêts promptement lorsqu'il sont dûs.

La garantie offerte par les Obligations de la Victoire—Canada's Victory Bonds—consiste en toutes les ressources, exploitées ou vierges, et en tous les biens appartenant aux citoyens du Canada. Tout cet actif est à la base de la promesse de payer faite par le Canada.

Pouvez-vous imaginer une sécurité plus fermement assise, plus solide que l'engagement écrit de la Puissance du Canada, hypothéquant ainsi toutes ses ressources illimitées?

Il n'y a aucune sécurité plus sûre car elle englobe toutes les autres sécurités. Chaque ferme, chaque forêt, mine, usine, banque, chaque maison d'affaires, chaque valeur ou richesse existant sous une forme ou une autre dans les limites de cette grande Puissance—tout cela constitue la garantie sur laquelle reposent les Obligations de la Victoire.

Les Obligations de la Victoire—Canada's Victory Bonds—sont la promesse écrite faite par la Puissance du Canada de payer à une date déterminée une somme spécifiée—formant le principal—et de payer promptement les intérêts tous les six mois.

Les Obligations de la Victoire valent toujours autant, et la plupart du temps même plus que de l'argent en espèces. Et voici pourquoi: si vous placez par exemple aujourd'hui $100.00 dans un coffre-fort, vous trouveriez qu'après quatorze ans vous aurez encore les mêmes $100.00—mais pas un sou davantage. Mais si vous placez une Obligation de $100.00 de la Victoire dans ce même coffre-fort, et en déposez les intérêts perçus tous les six mois dans une Caisse d'Epargne—permettant ainsi àces intérêts de s'accumuler, vous aurez à la fin des quatorze années au moins $200.00.

Et les Obligations de la Victoire—Canada's Victory Bonds—sont facilement converties en argent. Vous pouvez les vendre à n'importe quel moment, et tout banquier vous prêtera de l'argent sur leur garantie.

En plus, le fait d'en être propriétaire est une preuve que vous avez répondu à l'appel qui vous est fait d'épargner afin que vous puissiez servir en cette heure si vitale alors que la Patrie requiert votre concours. Ce fait prouve aussi que vous avez bien voulu lui consacrer vos économies dans le but le plus noble auquel l'argent ait jamais été appliqué—la Victoire et le maintien de la Liberté.

—Preparez-vous à acheter des

Obligations de la Victoire

"Canada's Victory Bonds"

Emis par le Comité de l'Emprunt Canadien des Obligations de la Victoire en coopération avec le Ministre des Finances de la Puissance du Canada.

22



Service modèle de wagons-lits et de wagon-restaurant

Québec et Winnipeg
Le "Western National"
Le "National Atlantic"

LORSQUE le service tri-hebdomadaire fut établi entre Québec et Winnipeg, il y a un peu plus d'un an, il a été prédit que l'équipement d'accommodation d'alors—un wagon-lits avec buffet—serait bientôt insuffisants et qu'il faudrait établir avant longtemps un service plus moderne et plus confortable. Ce changement est arrivé. Le train "Western National," qui laisse Québec à 4.30 p.m., les mardi, jeudi et samedi, arrivant à Winnipeg à 6.00 p.m., les jeudi, samedi et lundi, comporte maintenant, comme partie de son équipement, un wagon-lits et un wagon-restaurant, éclairés à l'électricité.

Le même service a été installé sur le train de l'Est, le "National Atlantic."

Ce deux trains "National," qui parcourent la voie la plus courte entre Québec et Winnipeg, sont patronnés de plus en plus par le public voyageur. Les améliorations récentes en font des trains modernes sons tous rapports: aussi, la popularité des deux "National" va-t-elle en augmenter.

MONTREAL TRAMWAYS CO.

Horaire du service suburbain 1916-17

LACHINE				
Du Bureau de Poste.	10 min.	Service de	5.40 a.m. à	8.00 a.m.
	30 min.	Service de	8.00 a.m. à	4.00 p.m.
	10 min.	Service de	4.00 p.m. à	7.10 p.m.
	20 min.	Service de	7.10 p.m. à	12.00 minuit
De Lachine	20 min.	Service de	5.30 a.m. à	5.50 a.m.
	10 min.	Service de	5.50 a.m. à	9.00 a.m.
	20 min.	Service de	9.00 a.m. à	4.00 p.m.
	10 min.	Service de	4.00 p.m. à	8.00 p.m.
	20 min.	Service de	8.00 p.m. à	12.10 a.m.
Dernier char extra à 12.50 a.m.				
SAULT AU RECOLLET ET ST-VINCENT DE PAUL.				
De la rue St-Denis à St-Vincent de Paul,	15 min.	Service de	5.15 a.m. à	8.00 a.m.
	20 min.	Service de	8.00 a.m. à	4.00 p.m.
	15 min.	Service de	4.00 p.m. à	7.00 p.m.
	20 min.	Service de	7.00 p.m. à	8.00 p.m.
	30 min.	Service de	8.00 p.m. à	11.30 p.m.
Char pour Henderson seulement.				12.00 a.m.
Char pour St-Vincent de Paul				12.40 a.m.
De St-Vincent de Paul à la rue St-Denis	15 min.	Service de	5.45 a.m. à	8.30 a.m.
	20 min.	Service de	8.30 p.m. à	7.10 p.m.
	15 min.	Service de	4.30 p.m. à	7.10 p.m.
	20 min.	Service de	7.30 p.m. à	8.30 p.m.
	30 min.	Service de	8.30 p.m. à	12.00 minuit
Char de Henderson à la rue St-Denis				12.30 a.m.
Char de St-Vincent à la rue St-Denis				1.10 a.m.
CARTIERVILLE.				
De Snowdon Jct.	20 min.	Service de	5.20 a.m. à	8.40 a.m.
	40 min.	Service de	8.40 p.m. à	12.00 minuit
De Cartierville	20 min.	Service de	5.40 a.m. à	9.00 p.m.
	40 min.	Service de	9.00 p.m. à	12.30 a.m.
DE LA MONTAGNE				
De l'Ave du Parc et Mont-Royal	20 min.	Service de	5.40 a.m. à	12.30 a.m.
De l'Ave Victoria	20 min.	Service de	5.10 a.m. à	12.30 a.m.
De l'Ave Victoria à Snowdon	10 min.	Service de	5.50 a.m. à	8.50 p.m.
BOUT DE L'ILE				
De Lasalle et N.-Dame	60 min.	Service de	6.00 a.m. à	12.00 minuit
TETRAULTVILLE				
De Lasalle et N.-Dame	15 min.	Service de	5.00 a.m. à	9.00 a.m.
	30 min.	Service de	9.00 a.m. à	3.30 p.m.
	15 min.	Service de	3.30 p.m. à	7.00 p.m.
	30 min.	Service de	7.00 p.m. à	12.00 minuit
POINTE AUX TREMBLES				
De Notre-Dame et 1ère Avenue, Maisonneuve	15 min.	Service de	5.15 a.m. à	8.50 p.m.
	30 min.	Service de	8.50 p.m. à	12.30 a.m.
Dernier char extra pour le Boulevard St-Bernard à 1.30 a.m.				

Lisez "l'Autorité" afin de connaître toutes les nouvelles.

L'"Autorité" ne donne que des informations exclusives.

La bonne foi de Sir Lomer Gouin

Elle a été surprise par les prohibitionnistes qui méritent un prompt châtiment

Les comptoirs.—Les clubs.—Les pirates

Nous croyons sincèrement que si un mouvement sérieux est tenté auprès de la Législature afin d'obtenir le maintien des comptoirs dans les restaurants, à la prochaine session, ce mouvement à quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de réussir.

De quelle mansuétude sir Lomer Gouin, pensez-vous, pourrait-il être saisi envers John H. Roberts et sa bande, qui l'ont outrageusement trompé lors de la dernière session, en jurant leurs grands dieux qu'ils seraient satisfaits de la réduction des heures, de la disparition des comptoirs et de l'abolition de la traite?

Bon diplomate, à l'ordinaire, le premier ministre sait aussi, à l'occasion, montrer les dents.

Nous serions étonnés d'apprendre qu'il fut agréablement surpris du résultat du vote sur la prohibition dans Québec.

On sait que ce referendum eût lieu en vertu du Scott Act, une loi fédérale, après que les prohibitionnistes eurent formellement déclaré qu'ils étaient tout à fait contents des lois provinciales.

Nous serions de même surpris d'entendre dire que M. Alexandre Taschereau, aux vues si larges, fait cause commune avec un homme aux idées aussi étroites que notre ex-échevin Carter, par exemple, l'épicier qui après s'être enrichi dans le whisky, se réveilla un bon matin prohibitionniste.

Quant à M. Mercier, il payait moins souvent la traite, au Club de Réforme, que M. Mitchell, mais tout de même ce n'était pas un "peigne".

Il est trop bon garçon, trop généreux pour insister sur cette prohibition de la traite qui nous fait passer pour un "lot d'habitants".

Maintenant, un autre point sur lequel l'attention doit être attirée, c'est le chantage odieux auquel sont soumis les restaurateurs quand arrive le renouvellement des licences.

Nous connaissons tel monsieur dans les cigares, tel monsieur dans la bière, tel monsieur dans le gin, qui font des affaires d'or chaque automne.

Bien entendu, les commissaires des licences, MM. Choquette, Bazin et Finnie, sont absolument étrangers à telles machinations.

A preuve qu'un seul hôtelier a versé, l'an dernier, $1,000 pour le renouvellement de sa licence sans qu'ils en sachent rien.

Combien donc doivent verser, à certains individus, ces fameux clubs de nuit qui constituent, chacun, autant de défis à la loi?

"L'AUTORITE."

Et nos dents, M. le ministre ?

L'attention de M. J.-E. Caron, ministre de l'agriculture, est attiré sur le bureau des dentistes

A l'hon. M. J. E. Caron,
Ministre de l'Agriculture,
à la Législature de Québec.

M. le Ministre,—

Nous croyons que vous devriez vous renseigner sans retard, sur les agissements du Bureau des gouverneurs du Collège des dentistes, afin d'être en mesure, au cas où ces messieurs se présenteraient devant la Législature avec un nouveau bill, à la prochaine session, de les rencontrer sur un terrain avantageux.

Nous savons, M. le ministre, quelle diligence vous apportez à la gérance de votre département. Mais il ne s'ensuit pas que vous devez consacrer toute votre activité à l'augmentation des produits agricoles, ni à la multiplication des veaux, vaches, cochons, génisses, etc.

Vos efforts tendent à pourvoir aux besoins du consommateur; mais encore faut-il que celui-ci ait des dents pour manger sa nourriture.

Or, nous apprenons qu'à Québec, quatre-vingt-dix pour cent des enfants des écoles de Québec ont les dents cariées sans qu'une seule clinique dentaire n'ait été fondée pour s'intéresser à leur sort.

Que fait le docteur Langlois? Que fait le docteur Gaudreau? Pourquoi ces vieux praticiens du Cap Diamant ne songent-ils qu'aux revenus que peut leur rapporter leur profession? L'idée leur est-elle seulement venue de créer des laboratoires modern style. Nous sommes en guerre. C'est le temps ou jamais de suivre la maxime évangelique: "Aimez-vous les uns les autres." Et s'aimer, c'est s'aider.

Si vous constatez, M. le ministre, que la carie dentaire se propage dans les troupeaux canadiens, ne vous empresseriez-vous pas de mander les meilleurs vétérinaires? N'apporteriez-vous pas la plus grande diligence à enrayer les progrès du mal?

Aurez-vous moins de sollicitude pour vos enfants?

Nous apprenons, d'ailleurs, que des procédures vont être prises contre le bureau actuel du Collège des dentistes, dont l'élection est de toute évidence illégale, le secret du scrutin n'étant, c'est manifeste, qu'un mythe.

C'est pourquoi nous espérons, M. le ministre que vous vous documenterez pour recevoir, comme il le mérite, le bureau des gouverneurs du Collège des dentistes, au cas où celui-ci se présenterait avec un bill susceptible de contribuer au coût élevé de la vie en supprimant l'annonce, malgré le désir contraire si nettement exprimé, par les membres de la profession, au cours de la dernière assemblée annuelle.

"L'AUTORITE."

L'enquête de l'Hotel-de-Ville

Sur le désir du Conseil, M. McAdam, le chef de l'équipe d'experts du Bureau de Recherches municipales qui en ce moment examine les méthodes usitées à l'hôtel de ville, a comparu devant nos administrateurs pour rendre compte des progrès accomplis dans l'accomplissement de sa tâche.

McAdam, s'il a fait des découvertes sensationnelles, n'en a rien laissé paraître. Il a pour règle de ne tirer de conclusions que lorsque son enquête est complète, ce qui est assez raisonnable, et les échevins et les contrôleurs ont vainement essayé, comme on dit, de lui tirer les vers du nez.

Les déclarations anodines qu'il a faites ont toutefois fait passer un désagréable frisson dans le dos du maire, qui, prompt à s'alarmer —comme tous ceux qui n'ont pas la conscience en repos—et aussi prompt à chercher à se couvrir, a offert à M. McAdam son entier concours pour l'assister dans son investigation.

Médéric aidant des experts a tirer au clair le fouillis de notre administration! l'idée est vraiment bouffonne. Nous imaginons que si le maire était admis en présence des experts, son seul souci serait de cacher les traces de ses propres égarements, d'escamoter par exemple les pièces qui font voir que ce maire de comédie coûte aux contribuables $60,000 par année.

Médéric ne pourrait aider les experts que sur un point. Et c'est en leur rappelant qu'il habite à Laval des Rapides, et qu'entre son domicile et l'hôtel de ville il voyage quotidiennement dans l'automobile officielle, faisant payer par le public le chauffeur ainsi que l'essence.

Dans les chiffres il n'entend rien, et il l'a prouvé l'autre jour, lorsqu'il était en train de faire voter une somme de quatorze mille dollars pour payer un compte de trois mille.

Si l'on avait voulu faire faire une enquête par le maire, on n'aurait pas eu besoin d'inviter les gens du Bureau de Recherches.

Ces derniers ont une réputation qui a été invoquée assez hautement afin de nous inspirer confiance en eux. Pour notre part nous avons d'eux une opinion plutôt indécise, qui se fixera lorsque nous verrons leur rapport.

On nous dit qu'ils fouillent jusqu'au tréfond notre système administratif; qu'ils se gardent, en cherchant trop profondément, d'ignorer les réformes dont la nécessité est apparente à la surface.

Au nombre de ces réformes essentielles, il en est une que l'"Autorité" a indiquée: c'est d'enlever au contrôle immédiat des échevins ou des contrôleurs deux services auxquels ils n'entendent rien et dont il ne peuvent s'occuper efficacement: la comptabilité et l'inspection médicale des écoles.

Ces deux services devraient être donnés par contrat, le premier à une société de comptables de premier ordre, le second, à une organisation phylanthropique responsable.

Cette simple réforme ferait économiser au moins deux cent mille dollars par année, et cependant, l'inspection médicale serait mieux faite, et les livres de la ville, incomparablement mieux tenus.

PLACIDE BEAUSET.

Les électeurs de Westmount veulent M. Albert Sévigny

Les Canadiens - français du district de Montréal ne resteraient pas sans représentant dans le cabinet

(Spécial à l'"Autorité")

Ottawa, 2. — Il se peut que l'hon. M. Albert Sévigny soit candidat dans Montréal, aux prochaines élections.

Les électeurs de Westmount font des instances auprès de lui pour l'engager à briguer les suffrages dans leur division et l'assurent des meilleures chances de succès.

De la sorte Montréal aurait un ministre de langue française aux Communes, ce dont nous sommes privés à l'heure actuelle.

L'hon. M. Blondin, qui représente le comté de Champlain, se rapproche plutôt de Québec; est-ce que la métropole, avec sa population aux trois-quarts canadienne-française, restera sans représentant de cette langue dans le cabinet?

Québec en a assez !

Les dentistes locaux auront à cesser leur odieuse exploitation

(Spécial à l'"Autorité")

Québec, 2.—Le mouvement s'accentue de plus en plus à Québec, contre l'odieuse exploitation que pratiquent certains dentistes locaux à l'égard de leurs clients.

Déjà je vous ai fait observer, dans l'"Autorité", qu'aucune clinique dentaire n'était attachée à un hôpital québecquois, au grand détriment des pauvres.

Nos dentistes québecquois sont en majorité, voyez-vous, plus friands de charger $40 ou $50 pour un dentier que de prodiguer gratuitement des soins aux déshérités de ce monde dans les cliniques dentaires.

On ne se gêne pas, dans les milieux bien informés, d'attribuer à l'âpre égoisme de ses confrères la décision prise par le docteur Philippe Hamel de ne plus briguer les suffrages au bureau des gouverneurs du Collège des Chirurgiens Dentistes. Les plus vives instances ont été faites auprès du docteur Philippe Hamel pour l'engager à continuer de représenter Québec dans ce bureau, mais vainement.

Je viens de prendre connaissance d'une lettre d'un citoyen de Lévis, qui se plaint de ce qu'on lui ait chargé $40.00, à Québec, pour un dentier, et qui réclame avec instance l'ouverture, dans la vieille capitale, d'un institut dans le genre du Franco-American Medical Institute, de Montréal, ce qui ferait cesser l'odieuse exploitation à laquelle se livrent trop de nos dentistes.

Les yeux retournent naturellement, dans l'occurence, vers le Dr Langlois, l'un des dentistes les plus en vue de Québes. On compte sur lui pour amener ses collègues de la vieille capitale à une appréciation plus saine de la situation.

Préventif contre la guerre

On ne l'aura que par la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France

Ceux qui croient que la France ne réclame l'Alsace-Lorraine que par raison sentimentale, et qui en concluent que les autres pays n'ont en conséquence pas d'intérêt à continuer la guerre pour cela, sont loin d'être renseignés à fond.

Le "Courrier des Etats-Unis" nous donne l'explication du problème par cette étude:

"Sans la guerre de 1870, l'Allemagne n'aurait pas pu faire celle de 1914. Elle n'aurait pas eu le minerai de la Lorraine annexée; elle n'aurait pas eu assez de fer, de canons, d'obus. C'est une idée qu'il faut se boulonner dans la tête dès qu'on parle de l'Alsace-Lorraine et de sa désannexion, condition nécessaire d'une paix durable.

"Le "Luxembourgeois de Paris" vient de publier une statistique rectifiée des productions de fonte avant la guerre. La voici, en tonnes:

"France, 5,300,000; Belgique, 2,500,000.

Total, 7,800,000.

"Allemagne, 12,700,000; Luxembourg, 2,500,000; Lorraine, 3,800,000; Autriche-Hongrie, 2,700,000. Total, 21,700,000.

"7,800,000 tonnes côté des assaillis et 21,700,000 tonnes côté des assaillants!! Rendez l'Alsace-Lorraine à la France et le total pour les pays au fer pacifique devient 11,600,000 contre 17,900,000 aux pays aux fer de guerre.

"Cette façon d'examiner la question d'Alsace-Lorraine est sagesse. Si le monde civilisé laissait aux pangermanistes la Lorraine et son fer, avec ce fer les pangermanistes recommenceraient la guerre. Pour qu'il n'y ait plus de guerre, il faut leur rogner le fer.

"L'Autorité" ET "Le Canada"

La première fut logique contre la conscription; le second ne le fut jamais

Le "Canada" trouve que c'est absurde que de prétendre qu'il est l'un des principaux facteurs de l'adoption de la loi de conscription au pays.

Pas si absurde que cela, cher confrère.

Si vous n'aviez pas fait de l'enrôlement volontaire une question politique afin de le mieux combattre, nous n'aurions pas eu la conscription et seuls seraient partis pour les tranchées ceux qui le voulaient bien.

L'"Autorité" a toujours été anti-conscriptionniste, elle, et c'est pourquoi elle a de tout temps favorisé l'enrôlement volontaire chez les Canadiens-Français.

Le "Canada", tout en se proclamant anti-conscriptionniste, a fait de son mieux pour nous doter de la conscription en ameutant contre nous l'Ontario et en disant aux nôtres qu'ils ne devaient pas s'enrôler aussi longtemps que sir R. L. Borden ne formerait pas un cabinet de coalition dont il ouvrirait la porte à M. Lemieux.

"L'Autorité", voyez-vous, est logique.

Le "Canada" manque autant de logique que son rédacteur en chef, ce gros Rodolphe qui se proclame libéral et voudrait rétablir l'inquisition dans le parti.

Voilà toute la différence.

Et elle mérite qu'on y prenne garde, n'est-ce pas?

Le prix du sucre diminue

Telle est la nouvelle aussi réconfortante qu'inattendue que nous annonce la compagnie des raffineries de sucre Atlantic.

En effet, le sucre Lantic vient de subir une diminution de 10 centins par cent livres, quelque que soit la qualité, et d'autres diminutions nous sont promises dès que les circonstances le permettront.

Bien qu'elle ne cétienne pas en réserve une grande quantité de sucre, la compagnie des raffineries Atlantic ne craint pas d'éprouver, néanmoins, de trop grandes difficultés à se pourvoir de sucre brut pour le raffinage.

Le consommateur, nous n'en doutons pas, éprouvera une vive satisfaction d'apprendre qu'il n'est pas menacé d'une disette de sucre; seuls s'en plaindront les accaparateurs qui avaient emmagasiné de grandes quantités de sucre avec l'espoir de retirer de beaux bénéfices de leur prévoyance.

Un de ses amis était allé voir Fontenelle, et le trouvant de fort mauvaise humeur:

—Qu'avez-vous donc? lui dit-il.

—Ce que j'ai, répondit Fontenelle: j'ai un domestique que me sert aussi mal que si j'en avais vingt.

BON CONSEIL

Ne perdez pas votre temps ni votre santé en essayant tous les VIEUX REMEDES. Recourez tout de suite au PRODUIT ANTISEPTIQUE et BALSAMIQUE dont le succès colossal et sans précédent s'appuie sur des MILLIERS ET DES MILLIERS DE GUERISONS. PRENEZ les

CAPSULES CRESOBENE

Vous préviendrez ou vous guérirez infailliblement:

MAUX DE GORGE,
RHUMES,
ENROUEMENTS,
GRIPPE,
INFLUENZA,
BRONCHITES,
ASTHME,
PNEUMONIE, ETC.

Essayez et vous conviendrez qu'il n'existe rien de comparable.

En vente chez tous les marchands de remèdes au prix de 50c le flacon. Envoyées aussi par la poste, dans toutes les parties du Canada et des Etats-Unis, sur réception du prix.

DÉPOSITAIRE GÉNÉRAL:

ARTHUR DECARY

PHARMACIEN

Casier postal 592 Montreal, Can.

Une choquante maladministration

Voilà le maire Tremblay et les échevins de Maisonneuve qui crient comme des putois parce que sir Frederick Williams Taylor, gérant de la Banque de Montréal, a qualifié l'administration de Maisonneuve de "choquante maladministration".

Ils arguent de ce qu'ils ont dû recueillir comme en héritage une administration déjà avariée.

Mais il nous semble que ces messieurs avaient promis de sortir Maisonneuve du trou et les apparences sont que chaque jour ils l'y enlisent davantage.

A notre avis, le maire Tremblay ferait une bonne paire avec le maire Martin pour tirer une charrette non de l'avant, mais de l'arrière.

Grenades



M. Rodolphe Lemieux, rédacteur en chef du "Canada", nous invite à lire dans ce journal le discours qu'il a prononcé à Longueuil lundi. Il intitule sa harangue: "L'admirable discours de l'honorable Rodolphe Lemieux."

Vraiment, on ne saurait être plus modeste que ce Rodolphe.

⁂

Mais ce qu'il y a de plus admirable encore que tous les discours de M. Lemieux, dans le "Canada", ce sont les ventes d'immeubles annoncées par son frère, le shérif.

Comme c'est la Ville qui paie, M. le shérif n'y va pas de main morte, on met autant de blanc et aussi peu de noir que possible, et les pages s'ajoutent aux pages.

Nous aimerions à voir le compte du "Canada"; la Ville ne doit pas retirer un gros surplus des ventes d'immeubles dont les propriétaires ont été négligents, une fois ce compte payé.

DESJARDINS FOURRURES DE QUALITÉ

CHOIX TRES IMPORTANT DE

Manteaux de Fourrure



Nouveaux, Elégants, Confortables

Comme manteaux de fourrure pour la ville, nous offrons à notre aimable clientèle féminine un choix très important de modèles inédits en HUDSON SEAL, BALTIC SEAL *ou* NEAR SEAL, *relevés par de riches garnitures en* LYNX, *en* ECUREUIL, *en* CASTOR *ou en* ALASKA.

Ces garnitures, qui sont du plus bel effet, consistent en un **grand col,** chic et confortable, de **hautes manchettes,** une **large bordure,** et **deux panneaux** mobiles, placés sur les côtés, qui, vu les poches dont ils sont munis, peuvent tenir lieu de manchon. Ces panneaux se suppriment à volonté.

Nous avons en outre un rayon spécial de **manteaux en velours très élégants, très confortables et pas chers du tout. Ils sont unis ou garnis de belles fourrures.**

Comme toujours, nos prix sont les plus avantageux.

Chas Desjardins & Cie Limitée

130, rue Saint-Denis.



Ayez donc de Belles et Bonnes Dents

Pour ceci venez consulter nos

Dentistes Experts Americains et Canadiens

Nous fabriquons des dentiers garantis à ***$5.00,*** $8.00, $10.00, $12 00, $15. 00 jusqu'à $100.00, pour lesquels l'on vous chargerait ailleurs $12.00, $15.00, $20.00 et $25.00, c'est-à-dire le double de notre prix.

Que vos dents soient le mirroir de votre santé.





Nous posons aussi les dents sans palais d'après les methodes les plus modernes.

Une visite est sollicitée afin que nous puissions prouver nos avancés.

L'INSTITUT DENTAIRE

du Franco-American Medical Institute

164, RUE SAINT-DENIS, (UN PEU PLUS BAS QUE LA RUE STE-CATHERINE)